

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 29/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GRANULATS DE FRANCHE COMTE

9 rue Paul Langevin
21300 Chenôve

Références : UID257090/SPR/YR/2026-0528A
Code AIOT : 0005901478

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2026 dans l'établissement GRANULATS DE FRANCHE COMTE implanté Lieu dit "La Prusse" 25750 Arcey. L'inspection a été annoncée le 04/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANULATS DE FRANCHE COMTE
- Lieu dit "La Prusse" 25750 Arcey
- Code AIOT : 0005901478
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation d'une carrière de roche calcaire.

La carrière est autorisée par arrêté préfectoral du 11 mars 2020 pour une durée de 30 ans.

Les installations contrôlées sont les fronts de taille, les stocks de matériaux, la zone de stockage des matériaux inertes.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
13	Autosurveillance des rejets aqueux pour les « Eaux pluviales rejetées »	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 9.1.2.2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Niveaux de Production	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 1.2.3	Sans objet
2	Commission locale de concertation et de suivi	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 1.7	Sans objet
3	Suivis relatifs au milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 9.3.2 et 9.3.3	Sans objet
4	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 9.1.4.1	Sans objet
5	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 2.4.5.1 ; 2.4.5.3 ; 2.4.5.4	Sans objet
6	Suivis relatifs à la stabilité des fronts	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 9.2	Sans objet
7	Suivi des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 3.2.1.3 ; 3.2.1.4 ; 3.2.1.5 ; 9.1.2.1	Sans objet
8	Obligation du producteur de déchets	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 5.2.2	Sans objet
9	Obligation de l'exploitant	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 5.2.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
10	Mode opératoire de l'accueil des matériaux inertes	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 5.2.4	Sans objet
11	Vérification régulière de la qualité des matériaux inertes mis en remblai	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 5.2.5	Sans objet
12	Devenir des déchets inertes admis	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 5.2.6	Sans objet
14	Surveillance des niveaux des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 9.1.2.3	Sans objet
15	Abattage à l'explosif	Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 2.4.5.2 ; 7.8 ; 9.1.2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que la carrière est globalement correctement suivie et entretenue. L'exploitant doit toutefois réaliser un curage du petit bassin à l'entrée de la carrière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveaux de Production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 1.2.3
Thème(s) : Situation administrative, Niveaux de production
Prescription contrôlée : Les matériaux extraits sont du calcaire du jurassique supérieur (Bajocien moyen, Bajocien supérieur et Bathonien). Le tonnage total de matériaux valorisables à extraire du gisement (hors terres végétales et stériles de découvertes) est de 9 100 000 tonnes. La quantité maximale de matériaux valorisables extraits de la carrière est de 500 000 tonnes par an au maximum avec une production moyenne autorisée de 300 000 tonnes par an calculée sur une durée de 5 ans glissante.
Constats : L'exploitant déclare régulièrement les quantités extraites sous l'application GEREP. Les quantités extraites sont inférieures à la quantité moyenne annuelle autorisée, de 300 000

tonnes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Commission locale de concertation et de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 1.7
Thème(s) : Autre, Commission locale de concertation et de suivi
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une commission locale de concertation et de suivi est mise en place par l'exploitant. Sa composition comprend au minimum un représentant de l'exploitant, un représentant des communes concernées, un représentant de chaque association de protection de l'environnement locale, des représentants des riverains. Concernant les riverains, l'exploitant doit retenir prioritairement parmi les candidats, les habitants d'ARCEY les plus proches de la carrière et en favorisant ceux qui ont fait état des nuisances les plus fortes au cours de l'enquête publique. Le Préfet et l'inspection des Installations Classées sont informés de la tenue de chaque réunion. La commission se réunit au minimum tous les ans sur convocation de l'exploitant. L'exploitant présente à cette occasion les actions menées pour respecter les dispositions du présent arrêté (en particulier à chaque réunion les résultats des mesures de vibrations et les résultats des suivis relatifs au milieu naturel sont présentés).</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière CLCS s'est tenue le 26/09/2025. Un compte rendu des échanges a été établi suite à cette CLCS. Les échanges ont porté sur le suivi écologique et un projet d'installation de panneaux photovoltaïques sur les parcelles concernées par le suivi écologique. Les échanges ont également porté sur les tirs de mines par microminage à proximité de la rivière souterraine.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la prochaine CLCS est prévue en septembre 2026.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivis relatifs au milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 9.3.2 et 9.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivis relatifs au milieu naturel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 9.3.2 -Suivi faunistique, floristique et phytosociologique</p> <p>L'exploitant doit mettre en place sur la base d'un plan de gestion écologique établi avec le Conservatoire d'Espaces Naturels de Franche-Comté ou tout organisme équivalent, un suivi faunistique, floristique et phytosociologique des secteurs mentionnés aux points 3, 4 et 6 de l'article 2.1.2.2 et dans la zone d'environ 10 ha mentionnée à l'article 2.1.2.3. Le plan de gestion est établi dans les deux ans suivant la notification du présent arrêté et doit être transmis à l'inspection des installations classées par l'exploitant dans le mois suivant sa réception. La fréquence d'intervention minimale est fixée à 5 ans et devra faire l'objet de comptes-rendus. Une cartographie des habitats et des espèces patrimoniales sera réalisée dans le cadre de ce suivi. L'organisme en charge de ce suivi doit apporter des préconisations d'ajustement des modalités de</p>

gestion à mettre en œuvre, étant précisé qu'une extension du pâturage pratiqué à proximité est prévu.

Article 9.3.3 - Suivi des cavités créées pour les rapaces

Dès la réalisation effective (programmée en fin de phase I) des aménagements prescrits au point 5 de l'article 2.1.2.2, l'exploitant doit avec la collaboration d'un écologue mettre en œuvre un suivi des cavités créées à une fréquence annuelle pendant une période de 5 ans puis de manière biannuelle tant que le Hibou Grand Duc est recensé sur le site. Ce suivi, qui doit faire l'objet d'un rapport annuel puis biannuel, doit s'appuyer sur a minima les 3 passages suivant :

- février-mars : point d'écoute crépusculaire pour vérifier la présence d'un couple sur le site ;
- début avril ; contrôle de la cavité de substitution pour vérifier une action de ponte ;
- juin : contrôle de la cavité de substitution de jour pour vérifier la réussite de la reproduction.

Pendant les prospections menées dans le cadre de ce suivi du Hibou Grand Duc, la présence des autres rapaces doit être notée en termes d'espèces, de nombre et de statut biologique.

Constats :

L'exploitant a transmis le plan de gestion établi avec la conservation d'espaces naturels. Ce plan de gestion est établi pour la période 2025-2034. Il définit les objectifs de gestion et les opérations à mettre en oeuvre pour préserver le site sur une première période de dix ans.

Comme mentionné au point précédent, un projet d'installation de panneaux photovoltaïques (PPV) est à l'étude sur la zone dédiée à la mesure d'accompagnement visant à la récupération de pelouses et prairies sur les terrains cultivés. Le porteur de projet des PPV devra justifier de la compatibilité de son projet avec l'arrêté préfectoral de la carrière (concernant les objectifs fixés pour cette mesure d'accompagnement, ainsi que les modalités de gestion de ce secteur).

Une partie du projet de PPV se situe également sur des parcelles à l'intérieur du périmètre de la carrière devant être remise en état pour obtenir des pelouses calcaires. L'arrêté d'autorisation de la carrière ne permet ainsi pas actuellement la mise en place de PPV sur ces parcelles. Dans le cas où le projet de PPV viendrait à se concrétiser, une demande de modification des conditions d'exploitation de la carrière devrait être déposée avec tous les éléments d'appréciation (dont l'impact de la mise en place des PPV sur les mesures en faveur de la biodiversité).

L'exploitant a également transmis le diagnostic de recherche d'oiseaux rupestres sur la carrière, daté de juillet 2025. Ce rapport conclut que la présence d'espèces d'oiseaux rupestres nicheuses n'a pas été mise en évidence sur la carrière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 9.1.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, plan

Prescription contrôlée :

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il

<p>est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ; • les bords de la fouille ; • les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ; • l'emprise des infrastructures (installations de traitement, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ; • les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; • le positionnement et les hauteurs des fronts ; • les zones de stockages de déchets inertes et terres non polluées provenant de l'activité. <p>Les surfaces S1, S2 et S3 (Voir chapitre .1.5.2) des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remises en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières, sont mentionnés et explicités.</p> <p>Un exemplaire de ce plan, accompagné de coupes au droit des zones d'extraction et de remblaiement en cours est conservé sur l'emprise de la carrière et est tenu à la disposition de l'inspection des Installations Classées.</p> <p>Ce plan doit être réalisé par un géomètre ou topographe, pour permettre notamment de vérifier les pentes de la zone de remblais et des fronts.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le dernier plan topographique de la carrière, daté du 13/10/2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Conduite de l'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 2.4.5.1 ; 2.4.5.3 ; 2.4.5.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Conduite de l'exploitation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 2.4.5.1 : L'épaisseur maximale d'extraction est de 60 mètres. La hauteur de chaque gradin n'excède pas 15 mètres. La largeur des banquettes est de 10 mètres. En fin d'exploitation cette largeur pourra être réduite à 5 mètres. Côté ouest:</p> <ul style="list-style-type: none"> • une distance minimale de 30 mètres est conservée entre la rivière souterraine et le front de taille supérieur, • le front respectera le profil mentionné ci-dessous : <p>[cf plan]</p> <p>Art 2.4.5.3 : La progression de l'extraction s'effectue globalement du Nord vers le Sud, en respectant les plans de phasage des travaux en annexes V-I à V-4 du présent arrêté.</p> <p>Art 2.4.5.4 : Le carreau définitif de la carrière a pour cote minimale 345 m NGF.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'article 2.4.5.1 a été modifié par l'arrêté complémentaire complémentaire du 22/04/2026 (ce dernier a été notifié à la société GDFC après l'inspection). Le front côté Ouest peut à présent être exploité par des tirs de micro-minage avec une charge unitaire maximale de 23 kg d'explosifs.</p> <p>D'après le plan d'exploitation, la cote minimale actuelle de la carrière est de 354 m NGF.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Suivis relatifs à la stabilité des fronts

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 9.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Suivis relatifs à la stabilité des fronts</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait mettre en place par un bureau d'études spécialisé en géotechnique un suivi géotechnique périodique destiné à vérifier que les caractéristiques du massif rocheux (en particulier la position réelle des familles de discontinuités et le pendage des couches) ne s'écartent pas de celles qui ont été modélisées pour la définition et le dimensionnement des gradins, banquettes et talus. La première visite du site par ce bureau d'études doit être réalisée avant la fin de la deuxième année suivant la notification du présent arrêté.</p> <p>Ce suivi géotechnique, basé sur des visites dont la fréquence ne peut être inférieure à quinquennale, devra également permettre de vérifier l'absence de zone de fracturation intense dégageant des lames rocheuses élançées et de « pseudo brèche » cargneulisée. Ce suivi doit faire l'objet de rapport : l'exploitant les transmet au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions de l'exploitant au regard des recommandations que l'organisme tiers aura le cas échéant définies.</p> <p>Les rapports de suivi géotechnique sont conservés pendant toute la durée de la présente autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière étude de la stabilité des fronts a été réalisée par le bureau étude HYDROGEOTECHNIQUES, elle est datée du 24/08/2022.</p> <p>L'exploitant a indiqué que la prochaine étude de stabilité des fronts est prévue en septembre 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Suivi des retombées de poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 3.2.1.3 ; 3.2.1.4 ; 3.2.1.5 ; 9.1.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Air</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3.2.1.3. Stations de mesure</p>

Le plan de surveillance comprend a minima :

- une station de mesure témoin correspondant à un lieu non impacté par l'exploitation de la carrière (a) : initialement cette station de mesure témoin est installée sur la commune de GONVILLARS (référéncée n° 5 sur le plan en annexe VIII au présent arrêté) ;
- une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école), ou des premières habitations situées à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b). Initialement, une seule jauge est implantée au niveau d'une des plus proches habitations à ARCEY (référéncée n° 4 sur le plan en annexe VIII au présent arrêté) ;
- deux stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c) (station référéncée n° 1 à n° 3 sur le plan en annexe VIII au présent arrêté).

Article 3.2.1.4. Station météorologique

La direction et la vitesse du vent, la température et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site avec une résolution horaire au minimum.

La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.

Son implantation initiale est représentée sur le plan en annexe VIII au présent arrêté.

Article 3.2.1.5. Valeurs limites des retombées atmosphériques

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

Article 9.1.2.1. Autosurveillance des émissions atmosphériques

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue à l'article 3.2.1.5 du présent titre, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Constats :

Les rapports des mesures de surveillance des poussières réalisées en 2025 par le bureau d'étude ITGA ont été transmis par l'exploitant. Ces mesures ont été réalisées en mars et juillet 2025.

Une station météorologique est présente au Sud-Ouest de la carrière.

Les résultats des mesures de surveillance de retombées poussières n'appellent pas d'observations.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Obligation du producteur de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 5.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Il remet à l'exploitant un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type de déchets (libellé et code à six chiffres, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 dans sa version issue de la décision n° 2014/955/UE de la Commission du 18 décembre 2014).

Ce bordereau de suivi indique la date, la provenance (nom du chantier), la quantité des matériaux, l'identification du véhicule et du transporteur et doit attester de la conformité des matériaux.
Constats : L'exploitant a présenté les documents d'acceptation préalable (DAP) établis pour chaque chantier avant l'arrivée des déchets sur la carrière. L'exploitant a précisé que pour les petits apports, ces documents sont remplis à l'arrivée des déchets. Les DAP consultés n'appellent pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Obligation de l'exploitant

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 5.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : <p>Tout déchet admis fait l'objet d'une vérification des documents du producteur. Ces documents doivent être archivés. L'exploitant tient un registre d'admission sur lequel seront répertoriés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la date de réception, • la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets, • l'origine et la nature des déchets, • la quantité de déchet, • le moyen de transport utilisé, • le résultat du contrôle visuel et la vérification des documents d'accompagnements, • le devenir du déchet (recyclage ou remblaiement tel que défini à l'article 5.2.6 du présent arrêté). <p>Le registre est conservé pendant au moins trois ans. Il est accompagné d'un plan d'exploitation permettant de localiser les zones de remblais.</p> <p>En cas de refus, l'exploitant communique à l'Inspection des Installations Classées pour l'Environnement, au plus tard 48 heures après le refus :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les caractéristiques et les quantités de déchets refusés, • l'origine des déchets, • le motif de refus d'admission, • le nom et les coordonnées du producteur de déchets et le cas échéant, son numéro de SIRET, • le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 susmentionnée.
Constats : <p>L'exploitant tient à jour un registre des apports de déchets, réalisé sous format informatique.</p> <p>Ce registre n'appelle pas de remarque particulière.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Mode opératoire de l'accueil des matériaux inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 5.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Le chargement du camion doit être examiné visuellement avant déchargement. Les matériaux doivent être préalablement réceptionnés et déchargés en un cordon sur l'aire de transit afin d'en vérifier le contenu visuellement et olfactivement. Ils devront être exempts de toute souillure pouvant constituer une charge polluante. Les matériaux souillés doivent être refusés, rechargés immédiatement puis réexpédiés vers un centre de stockage approprié. Le registre des refus doit mentionner l'expéditeur, l'origine, la nature, le volume des matériaux ainsi que les raisons du refus. La quantité de matériaux inertes extérieurs admis annuellement sur le site avoisine 100 000 t/an et ne peut dépasser 200 000 t/an.
Constats : Un contrôle visuel des déchets est réalisé à leur arrivée au niveau de la bascule, via une caméra. Les déchets inertes sont ensuite amenés vers la zone de stockage et sont tout d'abord déchargés sur une plateforme plane. Un nouveau contrôle des déchets est réalisé avant que les déchets soient poussés vers la zone de stockage définitif. Les quantités de déchets inertes apportés sur la carrière sont inférieures à la quantité annuelle moyenne de 100 000 tonnes prévue par l'arrêté. Une benne pour les déchets indésirables est présente à proximité de la zone de stockage des déchets inertes. La zone de stockage des déchets inertes n'appelle pas d'observations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Vérification régulière de la qualité des matériaux inertes mis en remblai

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 5.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Afin de s'assurer de la qualité des matériaux mis en remblai, des analyses d'échantillons représentatifs sont régulièrement effectuées dans les secteurs remblayés. Ces analyses, dont la fréquence ne peut être inférieure à annuelle, doivent garantir la conformité des matériaux admis avec les prescriptions de l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014. Leurs résultats sont tenus à

la disposition de l'inspection des installations classées
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que la qualité des matériaux est vérifiée régulièrement. L'exploitant indique qu'environ 6 fois par an, des apports de déchets inertes sont mis à l'écart et que des échantillons sont prélevés afin d'être analysés. Pour l'année 2026, 2 analyses ont déjà été réalisées.</p> <p>Après réception des résultats d'analyses et s'ils sont conformes, les déchets sont ensuite acheminés vers la zone de stockage définitif.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Devenir des déchets inertes admis

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 5.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets inertes admis sont utilisés pour le remblaiement nécessaire à la restitution progressive de pairies dans le cadre de la remise en état coordonné du site. L'exploitant met en place un carroyage afin de pouvoir localiser dans chaque casier les lots de matériaux inertes déposés ; l'emplacement du remblai sera porté sur un plan topographique, qui peut être celui prescrit à l'article 9.1.4.1.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un carroyage a été mis en place afin de localiser la zone où les déchets inertes ont été déposés. Ce carroyage est porté sur le plan topographique de la carrière. Le registre de suivi des déchets précise la zone où ont été stockés les déchets inertes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Autosurveillance des rejets aqueux pour les « Eaux pluviales rejetées »

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 9.1.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre : L'exploitant fait réaliser annuellement en sortie du décanteur-séparateur mentionné en particulier à l'article .4.4.6 et du petit bassin mentionné à l'article .4.4.5.3, des mesures de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel. Ces analyses, effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, doivent permettre de vérifier le respect des dispositions de l'article .4.4.7. Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des Installations Classées pour les paramètres considérés.</p>
Constats :

L'exploitant a présenté les résultats des mesures de la qualité des eaux rejetées au milieu naturel réalisées le 17/04/2025 et le 26/03/2026.

Des mesures sont réalisées en sortie du décanteur-séparateur d'hydrocarbures, au niveau des eaux de ruissellement collectées en fond du carreau inférieur et du petit bassin à l'entrée de la carrière collectant les eaux de ruissellement.

L'analyse des résultats montre le respect des seuils réglementaires pour les paramètres DCO et Hydrocarbures. Pour le paramètre MEST, toutes les mesures dépassent le seuil de 35 mg/l. Ces dépassements sont liés à l'activité même de la carrière et à la présence de poussières sur le site.

L'exploitant a indiqué que le séparateur à hydrocarbures est nettoyé a minima 1 fois par an.

Il a été constaté que le petit bassin à l'entrée de la carrière est en grande partie comblé par des boues.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser un curage du petit bassin et transmettre les justificatifs à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 14 : Surveillance des niveaux des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 9.1.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, bruit

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation et au minimum tous les trois ans, une mesure des niveaux d'émission sonore en limite de propriété de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

Tout constat de dépassement des niveaux de bruit en limite de propriété à l'occasion des mesures prévues doit être complété d'une vérification de l'émergence engendrée par l'établissement dans les zones à émergence réglementée.

Le premier contrôle d'autosurveillance des niveaux sonores est réalisé par référence au plan annexé en annexe IX au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées peut demander et doit :

- être effectué au cours des 6 premiers mois suivant la signature du présent arrêté ;
- procéder à la vérification de l'émergence engendrée par l'établissement dans les zones à

<p>émergence réglementée.</p> <p>Au cours du premier mois d'exploitation liée à un chantier exceptionnel, l'exploitant doit procéder à la vérification de l'émergence engendrée par l'établissement dans les zones à émergence réglementée en période de jour mais également en période de nuit (de 6 h à 7 h).</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière mesure des émissions sonores a été réalisée le 12/03/2026 par le bureau d'études Sciences Environnement. Les résultats de cette mesure n'appellent pas d'observations.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Abattage à l'explosif

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/03/2020, article 2.4.5.2 ; 7.8 ; 9.1.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Abattage à l'explosif</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 2.4.5.2 : L'abattage du gisement par des substances explosives est autorisée.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour l'exploitation des fronts côté Ouest : L'extraction s'effectue par micro-minage, la charge unitaire par tir de mine ne peut pas dépasser 23 kg d'explosifs. La hauteur maximale des fronts en exploitation est limitée à 10 mètres. • Pour l'exploitation des autres fronts : Les tirs de mines doivent être réalisés avec un angle maximal de 80° de manière à éviter le plus possible les surplombs. Cet angle maximal est réduit : <ul style="list-style-type: none"> • à 70 ° lorsque les tirs sont réalisés pour obtenir un front définitif, conformément à la prescription de l'article 2.5.3.2 du présent arrêté, • à 60 °, voir davantage dans des secteurs où le suivi des fronts effectué par l'exploitant après chaque tir ou le suivi géotechnique prescrit à l'article 9.2 du présent arrêté le justifie. <p>Art 7.8 : L'exploitant assure la sécurité des personnes et des biens lors des tirs de mines. L'utilisation d'amorçage en fond de trou, avec des détonateurs à micro-retard, est obligatoire. L'exploitant alerte par courriel les services du département Service Territorial d'Aménagement de Montbéliard, lors de la mise en œuvre de tirs de mines à proximité de la RD 33. Le délai de prévenance est de 15 jours.</p> <p>Art 9.1.2.4 : Autosurveillance des vitesses particulières</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les tirs de mines coté Ouest effectués par micro-minage : À chaque tir de mines, l'exploitant dispose un sismographe en surface au droit de la rivière souterraine au plus près du tir de mine et un autre à l'intérieur de la rivière souterraine. Une fois par an, l'exploitant dispose un sismographe au niveau des premières habitations de GONVILLARS. Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir, les emplacements des deux sismographes ainsi que les résultats des mesures. Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des Installations Classées.

- Pour les autres tirs de mines :

À chaque tir de mines, l'exploitant dispose un sismographe au niveau d'une des premières habitations d'ARCEY (alternativement au niveau du lotissement comprenant la rue des Chênes et des Combarand et au niveau de la maison des Séniors) et un autre au niveau d'une des premières habitations de GONVILLARS (Cf. plan en annexe IX). Un registre est tenu à jour pour indiquer les caractéristiques techniques de chaque tir, les emplacements des deux sismographes ainsi que les résultats des mesures.

Ce registre est tenu en permanence, durant toute la durée de l'exploitation, à la disposition de l'inspection des Installations Classées.

De plus, les résultats des mesures de vitesses particulières lors des tirs de mines sont tenus à la disposition du public au niveau des Mairies d'ARCEY et de GONVILLARS.

Constats :

L'exploitant a transmis les plans de tir des tirs de mine réalisés le 13/01/2026, le 05/02/2026 et le 06/03/2026. Ces plans de tirs indiquent que les tirs sont réalisés avec une inclinaison de 0°, mais l'exploitant a indiqué qu'il s'agissait d'une erreur sur les plans de tirs, et que ces tirs de mines sont réalisés avec une inclinaison de 10°.

Il a été constaté que le plan de tir du tir de mine réalisé en avril 2026 était correctement renseigné, avec une inclinaison de 10°.

Pour les tirs de mines réalisés à proximité de la RD33 (tirs de mines réalisés sur le front supérieur côté Est), l'exploitant a indiqué que le gestionnaire de la RD33 est informé 10 à 15 jours avant le tir. Pour ces tirs de mines, la circulation sur la RD33 est arrêtée au moment de leur réalisation. Des panneaux informent les usagers la RD33 que la circulation est arrêtée. L'exploitant a indiqué que l'arrêt de la circulation dure entre 5 minutes et 15 minutes au maximum. Le tir de mine réalisé en novembre 2025 a nécessité l'arrêt de la circulation de la RD33, l'exploitant a présenté l'arrêté établi avec le conseil départemental précisant les conditions de l'arrêt de la circulation.

L'exploitant a présenté le registre de suivi des mesures de vibrations. Une mesure de vibrations est réalisée pour chaque tir de mine sur la commune d'Arcey et de Gonvillars. Les niveaux de vibrations pour les tirs de mines réalisés depuis le début de l'année 2026 sont tous inférieurs à 1 mm/s.

Il est rappelé que l'exploitation du front Ouest peut à présent être réalisée avec des tirs de mines par micro-minage. Pour ces tirs, des mesures de vibrations au niveau de la rivière souterraine devront être réalisées.

Type de suites proposées : Sans suite